

Europe orientale

Bureau de Minsk

[Map page 52
Minsk = Minsk

- Office in Minsk = Bureau de Minsk

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 52

Conformément à son mandat, le Bureau a exécuté des programmes relevant de la dimension économique et environnementale et de la dimension humaine qui visaient à renforcer les capacités du Gouvernement hôte dans ces domaines. Comme exemples d'activités menées par le Bureau, on peut citer un séminaire sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, un certain nombre de projets axés sur le relèvement économique et environnemental des territoires contaminés par Tchernobyl, une campagne contre la violence domestique et un festival cinématographique consacré à la Journée internationale des droits de l'homme.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Réhabilitation des territoires contaminés par Tchernobyl. En tant que membre fondateur de la *Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par Tchernobyl*, programme auquel participent des autorités nationales et régionales, des organisations internationale et des organisations non gouvernementales, le Bureau a prêté son appui à des sessions spéciales de formation au développement intégré d'agro-industries dans les territoires contaminés par Tchernobyl.

Promotion des sources d'énergies nouvelles et renouvelables. Dans le cadre du projet intitulé *Assistance à la création des conditions juridiques voulues pour le recours aux sources d'énergie renouvelables (nouvelles)*, la Mission a organisé un voyage d'étude en Suède à l'intention de parties prenantes nationales en février, puis un séminaire à Minsk qui visait à toucher un public plus large dans les régions reculées de Biélorussie.

Initiative pour l'environnement et la sécurité (ENVSEC). Le Bureau a favorisé le lancement officiel de l'ENVSEC à Minsk le 19 septembre avec la publication en russe du rapport d'évaluation ENVSEC pour l'Europe orientale. Le Bureau a appuyé des projets transfrontières relatifs à la gestion de l'eau le long du fleuve Pripiat bordant l'Ukraine.

Assistance à la Biélorussie pour ses engagements au titre du Protocole de Kyoto. Le Bureau a proposé deux séminaires de formation à l'intention d'experts techniques biélorusses, tenus à Minsk et en France, sur les systèmes d'investissement vert et les fonds carbone.

Assistance à la Biélorussie pour ses engagements au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Conjointement avec le Centre national d'élaboration des lois, le

Bureau a organisé un séminaire sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à Minsk les 14 et 15 novembre. Des experts financiers internationaux de Lettonie, d'Ukraine et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont participé à cette réunion.

En coopération avec le Ministère de la justice, le Bureau a organisé un séminaire sur les instruments juridiques et les meilleures pratiques aux niveaux national et international dans la lutte contre la corruption, avec la participation d'experts du Conseil de l'Europe et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Activités liées à la dimension humaine

Lutte contre la traite. Le Bureau de Minsk a continué à prêter son concours à l'évaluation effectuée sous la conduite du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme/La Strada et visant à mettre au point un mécanisme national d'orientation pour les victimes de la traite.

Question de parité des sexes. Pour la deuxième année consécutive, le Bureau a coparrainé une campagne d'information sur la prévention de la violence domestique en Biélorussie dans le cadre de l'Initiative annuelle mondiale *Seize jours d'activisme contre la violence faite aux femmes*. Cette année, le slogan de la campagne était *La violence domestique est la négation de la famille*. Cette campagne a bénéficié d'une couverture médiatique étendue.

Biélorussie multinationale. En juillet, conjointement avec le Bureau biélorusse du Représentant pour les religions et les nationalités, le Bureau a publié une édition actualisée de l'ouvrage *Biélorussie multinationale* en biélorusse, en russe et en anglais. Cette publication donne des informations sur les caractéristiques culturelles, les traditions et les coutumes des groupes ethniques et des minorités nationales vivant en Biélorussie.

Conférence publique sur les activités du Médiateur. En mars, le Bureau a organisé une conférence publique intitulée Défense juridique de l'intérêt public, à l'intention d'étudiants en droit de toutes les universités de la République de Biélorussie. Les conférenciers invités étaient Mats Melin, l'actuel Médiateur parlementaire de Suède, Adam Zielinsky, ancien Médiateur polonais, et Vladimir Tambovtsev, chef des services de l'institution du Médiateur de la Fédération de Russie. Cette conférence a donné aux étudiants un aperçu de la façon dont différents pays européens conçoivent le travail du médiateur. Le Bureau a en outre distribué des publications de l'OSCE sur les engagements concernant la dimension humaine.

Festival cinématographique sur les droits de l'homme. Pour commémorer le 59ème anniversaire de la Journée internationale des droits de l'homme, le Bureau, conjointement avec la représentation de l'ONU en République de Biélorussie, a organisé un festival cinématographique intitulé *Dignité, égalité, justice* à Minsk, du 3 au 10 décembre. Des affiches de l'OSCE et de l'ONU sur les droits de l'homme avaient été apposées et les publications sur les droits de l'homme et d'autres sujets dont s'occupent l'OSCE et l'ONU étaient disponibles gratuitement.

Cours de formation sur les qualités comportementales de la police. En septembre, le Bureau a organisé un cours de formation sur les qualités comportementales de la police au Collège du Ministère biélorusse de l'intérieur. Deux spécialistes internationaux de la

formation de la police ont partagé leur expérience avec les professeurs du Collège et des policiers de Moguilev et de la région environnante.

Activités d’observation. Le Bureau a observé des procès en rapport avec la liberté d’association, le droit à la liberté de réunion pacifique, la protection contre les arrestations ou les détentions arbitraires et le droit à un procès équitable, y compris plusieurs affaires impliquant des activistes d’organisations de jeunes.

Le Bureau a aussi observé des manifestations publiques, la Marche pour l’Europe en octobre et la Marche sociale en novembre.

Plaintes individuelles. Le Bureau a reçu des plaintes individuelles à la fois de Biélorusses et de citoyens étrangers résidant en Biélorussie. La plupart d’entre elles concernaient le rôle de la magistrature dans des affaires de justice pénale ainsi que des violations présumées des droits de l’homme par les services de police. Chaque fois qu’elles relevaient de son mandat, le Bureau a transmis les plaintes aux autorités biélorusses compétentes.

Chef du Bureau par intérim :

Vahram Abadjian,

succédant à M. l’Ambassadeur Ake Peterson, dont le mandat s’est achevé le 25 août.

Budget approuvé : 897 500 €

www.osce.org/belarus

Mission en Moldavie

[Map page 54]

Chişinău = Chisinau

Tiraspol = Tiraspol

- Mission to Moldova = Mission en Moldavie
- Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 54]

La Mission s'est attachée à désamorcer les tensions dans la Zone de sécurité et à tenter de relancer les négociations en vue d'un règlement politique. Jouer un rôle de médiateur dans la controverse entourant les écoles moldaves enseignant en alphabet latin sur la rive gauche, lutter contre la traite des êtres humains et promouvoir l'état de droit et la liberté des médias ont constitué d'autres importants domaines d'activité.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Négociations en vue d'un règlement politique. Les médiateurs du processus de règlement du conflit transnistrien, à savoir la Fédération de Russie, l'Ukraine et l'OSCE, ainsi que les observateurs, à savoir l'Union européenne et les États-Unis, se sont réunis à quatre reprises. Les médiateurs et les observateurs se sont réunis de façon informelle avec les parties moldave et transnistrienne une fois en octobre. Toutes ces réunions visaient essentiellement à trouver des moyens de relancer les négociations officielles en vue d'un règlement, qui n'ont cependant pas repris.

Commission mixte de contrôle. La Commission mixte de contrôle (CMC), qui supervise l'Accord de cessez-le-feu de 1992, s'est réunie régulièrement tout au long de l'année et des membres de la Mission ont assisté à l'ensemble de ses séances. Un groupe de travail sur les postes dans la Zone de sécurité a remporté un petit succès en mai avec la fermeture d'un poste de police moldave et d'un poste de la milice transnistrienne. Une grande partie du travail de la Mission a consisté à désamorcer les tensions dans la Zone de sécurité, notamment celles qui ont conduit à la fermeture forcée du bureau de vote de Korjova par les services de police transnistriens en juin.

Mesures de confiance et de sécurité. La Mission a tenu en octobre à Odessa un séminaire sur les mesures de confiance et de sécurité. Les deux parties y ont assisté et se sont déclarées intéressées à poursuivre les consultations. La Mission a exécuté un projet financé par la Finlande portant sur la destruction de munitions en excédent détenues par l'armée moldave. En outre, elle a coopéré avec le Forum pour la coopération en matière de sécurité dans le cadre d'activités visant à améliorer la gestion des stocks de munitions et d'armes en Moldavie.

Retrait des armes et équipements de la Fédération de Russie. La Mission a constaté qu'il n'y a pas eu de retraits de munitions ou d'équipements russes en 2007. Le Fonds volontaire dispose de ressources suffisantes pour achever les tâches de retrait.

Activités liées à la dimension humaine

Élection et réformes électorales. La Mission a prêté son concours à la mission du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) chargée d'observer les élections locales et a continué, avec le BIDDH, de fournir des avis sur des améliorations supplémentaires de la législation électorale.

Protection des droits linguistiques. La Mission a continué de coopérer avec les autorités moldaves et transnistriennes pour assurer le fonctionnement des écoles moldaves enseignant en alphabet latin dans la région transnistrienne. La question du bâtiment scolaire de Ribnita, que les autorités locales ont confisqué en 2004, n'est pas réglée.

Observation des droits de l'homme. La Mission a répondu à de nombreuses plaintes individuelles relatives aux droits de l'homme et a suivi plusieurs procès à grand retentissement portant sur des questions telles que le droit à un procès équitable ou la torture. Elle a également prêté une attention étroite à la libération des deux derniers membres emprisonnés du groupe Ilascu, que les autorités transnistriennes avaient déclaré coupables de prétendus crimes au cours du conflit de 1992 et dont la Cour européenne des droits de l'homme a ultérieurement ordonné la libération.

Promotion des droits de l'homme. La Mission a continué d'apporter son soutien à de petits projets visant à promouvoir les droits de l'homme et la tolérance au delà du Dniestr et à renforcer les capacités des organisations non gouvernementales.

Fourniture d'avis juridiques. La Mission a continué de coopérer étroitement avec le Parlement dans le domaine des réformes juridiques et elle a fourni des commentaires et des avis sur des projets de loi.

Promotion de la liberté des médias. La Mission a contribué à renforcer les capacités dans le secteur des médias par le biais de formations à l'intention des journalistes et continué de soutenir la réforme de la radiodiffusion moldave. En coopération avec le Représentant pour la liberté des médias, la Mission a également organisé des stages de formation à l'intention des juges sur les affaires de diffamation. Elle a apporté son concours à la transformation de la presse financée par l'État dans la région gagaouze en une presse indépendante et soutenu un projet d'évaluation de l'état des médias en Moldavie.

Prévention de la traite des êtres humains et promotion de l'égalité entre les sexes. La Mission a continué d'accueillir régulièrement des réunions de coordination technique dans les domaines de la lutte contre la traite et de la parité des sexes et elle a en outre soutenu un certain nombre de projets en la matière. En partenariat avec le foyer d'hébergement Casa Marioarei, elle a prêté son concours dans le cadre de la fourniture de services d'assistance téléphonique et autre aide urgente aux victimes d'actes de violence familiale. Elle a également coopéré avec le centre international La Strada pour offrir une assistance humanitaire, sociale et juridique aux victimes de la traite. À côté d'autres activités, la Mission a contribué à la rédaction d'une loi sur la lutte contre la discrimination.

Programme d’observation des procès. L’observation des procès a été étendue de Chisinau aux régions du sud de la Moldavie. Le réseau des observateurs nationaux des procès a suivi plus de 3 000 audiences et procès dans les tribunaux nationaux, dont des affaires portant sur la traite des êtres humains, les actes de violence familiale, le trafic d’armes, les crimes contre la justice, la corruption et les crimes commis par des fonctionnaires.

Chef de la Mission :

M. l’Ambassadeur Philip Remler, à compter du 19 décembre, date à laquelle il a succédé à

M. l’Ambassadeur Louis O’Neill, dont le mandat s’est achevé le 16 novembre.

Budget approuvé : 1 868 800 €

www.osce.org/moldova

Coordonnateur des projets en Ukraine

[Map page 56]

Kyiv = Kiev

- Project Co-ordinator in Ukraine = Coordonnateur des projets en Ukraine

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 56]

Le Coordonnateur des projets a travaillé en coordination avec les autorités ukrainiennes pour promouvoir la mise en place d'institutions démocratiques, accroître la prospérité économique en Ukraine et faire face à de graves menaces environnementales. Cette année, un projet de grande ampleur a consisté à fournir une formation et des informations aux électeurs et aux responsables des élections en prévision des élections législatives anticipées tenues le 30 septembre. Le Coordonnateur des projets a également continué d'aider à la reconversion du personnel militaire démobilisé. Avec le soutien de l'opération de terrain, le Gouvernement a achevé le nettoyage du site de stockage des munitions de Novobohdanivka.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Adaptation sociale du personnel militaire démobilisé. En coopération avec le Ministère de la défense, le Coordonnateur des projets a organisé une assistance à la reconversion et à la recherche d'un emploi pour 1 031 officiers militaires dans 25 villes de l'ensemble de l'Ukraine. En outre, il a apporté son soutien à la mise en place d'un centre de ressources et de carrière pour le personnel militaire démobilisé. À ce jour, 81 % des officiers reconvertis ont trouvé un emploi.

Destruction de munitions. En septembre, le Gouvernement, aidé du Coordonnateur des projets, a achevé de débarrasser le site de Novobohdanivka de ses munitions non explosées. Le Coordonnateur des projets a procuré et fourni du matériel de détection et de sécurité au Ministère des situations d'urgence et il a organisé des sessions de formation destinées à renforcer les capacités du Ministère à détruire des munitions dangereuses de façon sûre et efficace.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Appui au développement des entreprises locales. Depuis qu'il a lancé le *Projet de développement économique local* en 2004, le Coordonnateur des projets a travaillé avec des partenaires afin d'améliorer l'infrastructure commerciale pour les petites et moyennes entreprises en Ukraine. Collaborant avec des centres régionaux pour l'emploi afin d'identifier des groupes cibles dans tout le pays, le Coordonnateur des projets a tenu des sessions de formation qui ont permis de fournir à au moins 600 entrepreneurs les rudiments du commerce ainsi que des conseils et des informations en la matière.

Désireux de créer les conditions d'un développement économique durable dans toute l'Ukraine, le Coordonnateur des projets a continué de favoriser l'expansion de

l'investissement étranger direct, un projet qui devrait attirer environ 140 millions d'euros d'investissement et créer plus de 2 000 emplois en 2007/2008.

Activités liées à la dimension humaine

Appui à la lutte contre la traite des êtres humains. Le Coordonnateur des projets s'est concentré sur l'élaboration d'une loi très complète sur la lutte contre la traite des êtres humains en Ukraine afin de contribuer à prévenir la traite, à poursuivre les auteurs et à aider les victimes conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. Résolu à assurer la viabilité et l'efficacité des organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la lutte contre la traite, le Coordonnateur des projets a organisé des sessions de formation à ce sujet à l'intention de plus de 170 représentants d'organisations de ce type. Il facilite actuellement l'évaluation des besoins concernant le mécanisme national d'orientation, évaluation qui permettra de se faire une idée claire des préalables et des conditions de l'instauration d'un mécanisme d'orientation adapté aux besoins de l'Ukraine.

Droit administratif. Le Coordonnateur des projets a créé des groupes de travail d'experts en matière de justice administrative pour suggérer des amendements à la législation ukrainienne régissant les relations entre l'État et les citoyens afin de la mettre en conformité avec les normes européennes établies. Le Coordonnateur a élaboré et fait publier du matériel didactique basé sur les résultats d'études menées par les groupes de travail. En coopération avec la Cour administrative suprême française, une formation exhaustive a été dispensée aux juges des tribunaux administratifs à tous les niveaux et, en particulier, aux juges du tribunal administratif supérieur. En outre, le Coordonnateur des projets a organisé des sessions de formation sur l'état de droit à l'intention de professeurs ukrainiens de droit constitutionnel et de théorie juridique.

Suivi des conditions de détention. Le Coordonnateur des projets a étendu la portée des inspections effectuées dans le cadre du projet de suivi des conditions de détention qu'il a lancé l'année dernière au système de justice pour mineurs. Des groupes mobiles ont suivi la situation dans 25 centres de détention pour jeunes délinquants. En coopération avec la Société internationale pour les droits de l'homme, une aide juridictionnelle a été fournie par des professionnels à plus de 750 détenus mineurs dans six régions de l'Ukraine. L'opération de terrain a continué d'apporter son soutien à l'élaboration et à la diffusion de nouvelles lois et de nouveaux instruments juridiques internationaux, d'aider à mettre la législation en conformité avec les normes internationales et d'organiser des séminaires de formation à l'intention des juges, des procureurs et des avocats.

Renforcement des pratiques démocratiques. En prévision des élections législatives, le Coordonnateur des projets a coopéré avec la Commission électorale centrale pour rédiger des manuels sur les élections et les distribuer à l'ensemble des quelque 34 000 bureaux de vote ukrainiens. La formation de près de 100 000 responsables des élections a été assurée. Une deuxième partie du projet de soutien aux élections, qui visait à sensibiliser davantage les citoyens à leurs aspects juridiques, a inclu la production de messages d'intérêt général et leur diffusion auprès d'une audience potentielle de 21 millions de téléspectateurs.

Le Coordonnateur des projets a continué de travailler à mettre en place une communauté des médias indépendante et forte en Ukraine en aidant à réformer les lois relatives aux médias et à en rédiger. Il a en outre organisé, à l'intention des membres du corps judiciaire, un programme de formation sur des questions concernant les médias.

Enfin, le Coordonnateur des projets s'est employé à renforcer la société civile et à accroître la transparence des actions du Gouvernement et sa responsabilité. Dans le but d'améliorer la coopération entre les autorités et la société civile ukrainiennes, il a prêté son concours à plusieurs initiatives de la société civile qui visaient notamment à rendre les lieux et les bâtiments publics de la région de Louhansk plus accessibles pour les jeunes personnes handicapées.

Coordonnateur des projets :

M. l'Ambassadeur James F. Schumaker

Budget approuvé : 2 467 800 €

www.osce.org/ukraine